



14 JANVIER 2015

Bpifrance Le Lab présente la 60^e enquête de conjoncture dans les PME

L'année 2014 est jugée meilleure que 2013 par les dirigeants de PME interrogés, malgré un second semestre décevant par rapport aux attentes de redressement exprimées au printemps. Les anticipations des PME pour l'évolution de leur activité en 2015 sont encore timides, même si les perspectives pour les douze mois à venir sont un peu plus optimistes que fin 2013 et surtout fin 2012.

Se dirige-t-on vers une reprise qui pourrait être soutenue par la récente dépréciation de l'euro et le rapide recul du prix du pétrole ? Sera-t-elle suffisante pour faire repartir l'investissement des PME, alors que les intentions d'investissement en 2015 sont encore très prudentes ?

Bpifrance Le Lab s'est fixé pour objectifs d'améliorer la connaissance des PME et ETI françaises, et de stimuler la réflexion stratégique des dirigeants, avec pour finalités une plus forte croissance des entreprises et un regain d'investissements pour anticiper la France de demain. C'est dans ce cadre que ses équipes interrogent deux fois par an des dirigeants d'entreprises de 1 à 249 salariés sur leur perception du semestre écoulé et à venir.

La 60^e enquête semestrielle de conjoncture de Bpifrance Le Lab a été réalisée début novembre auprès de 29 000 entreprises. L'analyse s'appuie sur un échantillon de 4 631 réponses exploitables, reçues avant le 2 décembre.

- Les dirigeants de PME annoncent un tassement de leur activité au second semestre, après l'embellie du premier semestre. Au total, le chiffre d'affaires s'est de nouveau effrité en 2014 mais un peu moins qu'en 2013.
- Un simple maintien de l'activité est anticipé pour 2015. Cependant, les perspectives s'améliorent chez les PME exportatrices.
- Les effectifs ont été maintenus en 2014 malgré l'atonie de l'activité, sans doute grâce au CICE.
- La situation de trésorerie est jugée un peu moins tendue que fin 2013. Elle reste cependant sur le point bas de la fin 2009.
- L'investissement aurait de nouveau reculé en 2014, malgré un sursaut dans les transports et le tourisme ainsi qu'une quasi-stabilité dans l'industrie. La prudence prévaut dans les projets d'investissement pour 2015.

ACTIVITÉ

2014 : révision à la baisse au second semestre

Le solde d'opinion sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours (différence entre la proportion d'entreprises annonçant une hausse et celle annonçant une baisse) a été révisé à -4, contre +4 en mai 2014. Cet ajustement provient d'un tassement au deuxième semestre de la demande adressée aux PME. Les carnets de commandes se sont pliés dans l'industrie et surtout dans la construction.

Pourtant, les PME estiment que leur activité aura moins reculé en 2014 qu'en 2013, où l'indicateur courant d'activité était à -8 en fin d'année. L'amélioration provient en particulier des entreprises exportatrices et des PME innovantes. En termes sectoriels, le redressement s'est esquissé dans l'industrie (+6 contre -4) et les transports (+7 après -1), tandis que le recul s'est atténué dans le tourisme (-21, au lieu de -33).



2015 : stabilité de l'activité attendue

Pour 2015, les anticipations sont globalement à l'équilibre, l'indicateur prévisionnel étant nul, contre -3 fin 2013. Il est positif dans l'industrie (+14, après +13), les services (+6 contre +1) et le commerce (+2, venant de -3). Les anticipations pour l'année qui démarre sont nettement moins négatives dans le tourisme (-9 au lieu de -24 fin 2013) mais restent mal orientées dans la construction (-29 après -28).

Les perspectives sont en sensible hausse chez les PME fortement exportatrices (part du CA exporté > 25%), dont l'indicateur avancé progresse de 6 points en un an, à +28.

EMPLOI

2014 : une hausse tenue sur un an

L'indicateur courant de l'emploi (solde d'opinion sur l'évolution des effectifs par rapport à la fin de l'année précédente), termine l'année 2014 à +1, contre +2 en mai et -3 fin 2013. Malgré l'essoufflement de l'activité au second semestre, il y aurait donc eu des créations nettes de postes sur l'ensemble de l'année. Le CICE aura sans doute soutenu le rythme des embauches.

2015 : simple maintien des effectifs anticipé

L'indicateur prévisionnel d'emploi est nul, soit à peine plus élevé que son niveau de fin 2013 (-1). Cet indicateur avancé est positif dans l'industrie (+7) et les services (+8). Il est à l'équilibre dans le commerce et négatif dans les transports (-7), le tourisme (-9) et surtout dans la construction (-18), secteur qui doit faire face à une sensible baisse d'activité.

INVESTISSEMENT

L'investissement des PME a diminué en 2014, poursuivant son recul entamé en 2011. L'indicateur d'évolution du volume des dépenses d'investissement termine l'année à -8, contre -9 fin 2013. Les écarts sont importants selon le secteur d'activité : l'indicateur est au voisinage de l'équilibre dans l'industrie (-2), les transports (+1), voire le tourisme (-3). Il est en revanche toujours très négatif dans les services (-8), le commerce (-9) et surtout dans la construction (-17).

Les anticipations d'investissement pour 2015 sont bloquées à un point bas, hormis pour les secteurs du transport et du tourisme où les projets s'accroissent un peu. La principale cause de cette grande prudence en matière d'investissement reste l'atonie de la demande, qui se traduit par une sous-utilisation des capacités de production dans la quasi-totalité des branches.

SITUATION FINANCIÈRE

L'opinion sur la situation de trésorerie s'est légèrement redressée en 2014, l'indicateur en solde d'opinion s'inscrivant à -30 en fin d'année contre -34 à fin 2013. L'amélioration sur un an concerne les PME des secteurs du tourisme, du commerce, des services et des transports, qui pourraient avoir bénéficié des premiers effets du CICE.

Cette amélioration est toutefois relative à une fin d'année 2013 où les difficultés de trésorerie des PME culminaient. La situation fin 2014 reste ainsi équivalente à la situation de fin 2009.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : bpifrance-lelab.fr. Suivez-nous sur Twitter : @BpifranceLeLab, @bpifrance



À propos de Bpifrance

Bpifrance, filiale de la Caisse des Dépôts et de l'État, partenaire de confiance des entrepreneurs, accompagne les entreprises, de l'amorçage jusqu'à la cotation en bourse, en crédit, en garantie et en fonds propres. **Bpifrance** assure, en outre, des services d'accompagnement et de soutien renforcé à l'innovation, à la croissance externe et à l'export, en partenariat avec Business France et Coface.

Bpifrance propose aux entreprises un continuum de financements à chaque étape clé de leur développement et une offre adaptée aux spécificités régionales.

Fort de 42 implantations régionales (90 % des décisions prises en région), **Bpifrance** constitue un outil de compétitivité économique au service des entrepreneurs. **Bpifrance** agit en appui des politiques publiques conduites par l'État et par les Régions pour répondre à trois objectifs :

- accompagner la croissance des entreprises ;
- préparer la compétitivité de demain ;
- contribuer au développement d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat.

Avec **Bpifrance**, les entreprises bénéficient d'un interlocuteur puissant, proche et efficace, pour répondre à l'ensemble de leurs besoins de financement, d'innovation et d'investissement.

Plus d'information sur : www.bpifrance.fr – Suivez-nous sur Twitter : @bpifrance

Contacts presse :

Bpifrance

Anne-Sophie de Faucigny

Tél. : 01 41 79 99 10

as.defaucigny@bpifrance.fr

Nathalie Police

Tél. : 01 41 79 95 26

nathalie.police@bpifrance.fr